



LOURDES

Quatre questions à Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur

Quelles sont les raisons qui ont motivé votre visite au commissariat de Lourdes ?



Nicolas Sarkozy : « Comme chaque année, je viens rejoindre ma famille pour deux ou trois jours ici et je ne concevais pas deux ou trois jours de vacances sans aller voir les policiers, les gendarmes et les pompiers qui, au quotidien, dépendent de moi, avec qui je travaille. Il était tout à fait normal que je m'enquiers de leur état d'esprit, de leur moral et de leurs conditions de travail ».

Les bons résultats y sont-ils aussi pour quelque chose ?

Nicolas Sarkozy : « En plus, la démarche était très agréable parce que les policiers dans votre département ont beaucoup travaillé, bien travaillé et qu'ils ont eu de bons résultats. C'était l'occasion pour moi de les féliciter et de le faire au nom de la population aussi » .

S'agissant des résultats, quels sont les points sur lesquels vous avez été le plus sensible ?

Nicolas Sarkozy : « Je trouve que les résultats qu'ils ont obtenus ne sont pas les fruits du hasard mais d'une volonté, d'une analyse, d'une capacité à tenir compte d'une réalité du terrain. Par exemple, je pense que la façon dont a été géré le rassemblement des nomades cet été, est excellent. Je pense que la diminution des chiffres de la délinquance dans les villes de Lourdes et Tarbes sont aussi à noter et à souligner ».

Vous avez évoqué la possibilité de créer éventuellement quelque chose qui ressemblerait à un centre de rétention ?

Nicolas Sarkozy : « J'ai félicité les services de la Police de l'Air et des Frontières et le Préfet du fait qu'il y ait eu beaucoup plus d'éloignement, c'est-à-dire d'étrangers sans papiers accompagnés chez eux. On va doubler encore ces chiffres car il n'y a aucune raison que dans votre département des gens qui n'ont pas de papiers ou qui ont des faux papiers demeurent. Un problème de logistique se présente : comment fait-on en attendant qu'ils soient jugés pour les expulser et où est-ce qu'on les garde ? Donc on est obligé aujourd'hui de les conduire soit à Bordeaux, soit à Toulouse, soit à Bayonne. Ça fait perdre des milliers d'heures de fonctionnaires. Il ne s'agit pas de créer un centre mais de réfléchir où est-ce qu'on pourrait les garder en attendant de les expulser ».